

Burundi : Le pouvoir rappelle à l'ordre un activiste des droits économiques

PANA, 05 juin 2011 Bujumbura, Burundi - Les ministres burundais de la Justice, Mme Ancile Ntakaburimvo, et des Relations extérieures, Augustin Nsanze, ont animé samedi à Bujumbura une conférence de presse conjointe pour rappeler à l'ordre le président de l'Observatoire de lutte contre la corruption et les malversations économiques (OLUCOME), Gabriel Rufyiri, "qui a franchi le pas, dernièrement, en adressant une correspondance au groupe des pays les plus industrialisés du monde (G8) leur demandant de ne plus délivrer de visas entrées sur leurs territoires à une cinquantaine de personnalités burundaises corrompues". Les personnalités dans le collimateur de l'observatoire indépendant de lutte contre la corruption auraient détourné des deniers publics pour un montant global de 80 millions de dollars américains au cours de ces dernières années.

Reprochant à M. Rufyiri sa démarche de saisir les pays du G8, le ministre burundais des Relations extérieures a rétorqué nerveusement que d'un point de vue purement diplomatique, les individus n'auraient pas à traiter avec les Etats. D'un point de vue juridique, le président de l'OLUCOME se devait de saisir plutôt les juridictions compétentes du pays "au lieu de salir les gens dans les médias", a renchérit la ministre de la Justice. Par ailleurs, l'OLUCOME aurait, en plus, violé le principe de la "présomption d'innocence" en allant étaler au grand jour des noms de personnes qui n'auraient pas été reconnues coupables, a encore chargé la ministre de la Justice. M. Rufyiri a déjà fait la prison au Burundi pour son combat acharné contre la corruption et ses sympathisants craignent des poursuites judiciaires à son encontre après la sortie médiatique des deux membres du gouvernement burundais d'une manière inhabituelle. Rappelons, par ailleurs, qu'à l'issue de l'assassinat du vice-président de l'OLUCOME, feu Ernest Manirumva, les enquêtes judiciaires piégent depuis plus de deux ans.